

matière de recherche bien avant qu'un concours de circonstances ne le laisse pieds et poings liés devant ses options politiques. On ne saurait trop insister sur la nécessité de soutenir des recherches qui offrent des perspectives à long terme destinées à éviter des situations inextricables pour notre pays.

Je vais aborder pendant quelques instants un aspect du projet de loi que le gouvernement ne semble pas avoir considéré. Je vous renvoie, monsieur le Prédient, au mémoire présenté par l'YMCA à la Commission MacDonald. Il y est question de l'émergence «... d'une vue holistique du développement communautaire international. Un véritable plan de développement économique à long terme ne peut se concevoir sans une forte prise de conscience des responsabilités sociales». Les représentants d'YMCA affirment donc que tout pays doit avoir une stratégie claire de développement socio-économique fondée sur l'information du public. Ensuite, le mémoire d'YMCA cite l'ouvrage de Willis Harman «Optimistic Outlooks», dans lequel l'auteur expose quatre grandes solutions à la situation actuelle. Premièrement, il parle de l'écologie, du souci de protéger l'environnement, de conserver les ressources, de préserver la faune et la flore et d'établir des relations saines et harmonieuses entre l'homme et la nature. Deuxièmement, il préconise l'usage à bon escient de la technologie, insistant sur les relations entre les hommes et les machines et favorisant une technologie à l'échelle humaine, décentralisée et asservie à l'usager, qui ne dévaste pas indûment l'environnement et qui est compatible avec un mode de vie volontairement simple. Il parle ensuite de la libération intérieure, évoquant l'autarcie et l'émancipation de l'individu par l'extirpation des préjugés et des stéréotypes raciaux et sexuels, de l'oppression exercée par la société patriarcale, et de la déshumanisation infligée par le gigantisme de la société industrielle. Quatrièmement, il parle de la renaissance spirituelle, mettant l'accent sur la quête du sens de la vie, le retour au premier plan des valeurs spirituelles et la réalisation du potentiel de l'homme.

• (1600)

J'espère, monsieur le Président, que tous ceux parmi les députés et le grand public qui suivent le débat comprennent où je veux en venir. En choisissant de manière irréfléchie de réduire son soutien à l'enseignement postsecondaire, le gouvernement fédéral rend un bien mauvais service à tous les Canadiens. En même temps, il sape certaines de ses propres initiatives dans d'autres domaines. Par exemple, il amorce une étude sur les minorités visibles tout en émoussant notre meilleur outil de lutte contre le racisme. Par exemple, il demande aux Canadiens d'aider à la mise en valeur du Nord tout en réduisant les crédits à l'enseignement qui aident les Canadiens à acquérir les compétences nécessaires à cette entreprise. Il fait obstacle à la diffusion de l'humanisme et des connaissances, tout en demandant aux Canadiens d'appuyer des initiatives d'une importance vitale à cet égard, comme les modifications à la loi sur le divorce, la création d'un service national de sécurité et l'implantation du multiculturalisme dans la fonction publique. Je pourrais citer une foule d'autres exemples.

Le projet de loi à l'étude rompt un accord conclu avec les gouvernements provinciaux. Mais, à mon sens, il va beaucoup plus loin: il trahit la confiance des Canadiens. Dans son mémoire remis à la Commission MacDonald, l'Association canadienne des professeurs d'université expose la crise du

financement des universités. Les fonds actuels sont insuffisants pour réaliser des objectifs nationaux du même ordre que ceux de nos principaux concurrents. Pourtant, les deux niveaux de gouvernement ont réduit leurs engagements relatifs au financement de l'enseignement supérieur. Cela a entraîné une baisse constante de la qualité du matériel scientifique et des stocks des bibliothèques, et a porté un dur coup au moral des professeurs. Pour remédier à la situation, les deux niveaux de gouvernement devront accepter de fournir les fonds nécessaires et cesser de se livrer des luttes destructives et inconsidérées au sujet du financement conjoint de programmes. La façon dont nous traitons, à l'heure actuelle, nos universités, leurs facultés et leurs étudiants déterminera dans une large mesure la position du Canada au siècle prochain.

Sauf erreur, le ministre, au début de son intervention, a déclaré qu'il était loisible au gouvernement fédéral de décider de temps à autre qu'elle était la meilleure façon de répartir les sommes énormes qu'il consacre à la formation et à l'éducation de nos jeunes. L'Université de Waterloo et l'Université Wilfrid Laurier ainsi que le collège communautaire Connestoga se trouvent dans ma circonscription, et l'Université de Guelph est tout proche; je sais donc, par expérience, que bien des jeunes sont dans une situation difficile et qu'il est nécessaire d'ouvrir les portes des universités à un plus grand nombre d'entre eux, surtout à une époque où ils ne peuvent trouver d'emploi. Dans bien des cas, nous allons de toute façon leur venir en aide au moyen de l'assurance-chômage ou d'autres mesures sociales. Cependant, l'avarice du gouvernement envers les universités à la longue aura des conséquences, comme je peux le voir déjà dans ma circonscription et au niveau national. Nous perdons des spécialistes de renommée mondiale qui ne reviennent pas lorsque l'économie repart. Nous nous apercevons maintenant qu'il n'y a aucune place pour bon nombre d'universitaires compétents et nous perdons ainsi toute une génération de jeunes ayant une excellente formation. Lorsque nous imposons des plafonds et procédons à des coupes sombres dans certaines facultés, le personnel titularisé reste en place pendant que bon nombre de nos jeunes les plus brillants ne peuvent trouver de poste de professeur. Nous rendons ainsi les universités de plus en plus élitistes, puisqu'il devient de plus en plus difficile aux étudiants qui n'ont pas d'emploi de s'y faire admettre.

Pourquoi, monsieur le Président, le gouvernement annonce-t-il d'une part qu'au cours des cinq prochaines années, il consacrera de 300 à 400 millions de dollars aux programmes d'extension pour les femmes et essaie-t-il d'autre part, par ce projet de loi, de réduire de 380 millions de dollars les sommes consacrées aux universités? Au lieu d'utiliser cet argent pour gagner les élections, pourquoi ne pas le consacrer aux universités où des programmes visant à accroître le rôle de la femme peuvent être élaborés?

Mon collègue d'Halifax-Ouest a parlé du Mount Saint-Vincent. Nous avons là une chance unique de nous pencher sur la question et d'élaborer un programme de formation et de recyclage des femmes destiné également à secouer bien des préjugés sociaux. Le gouvernement réduit d'une part les sommes consacrées aux universités et il augmente d'autre part le personnel d'un organisme comme l'Agence canadienne de développement international, afin d'élaborer des programmes d'aide internationale. Nous avons là des organismes internationalisés qui utilisent des méthodes de vérification auxquelles le